

*Initiatives ministérielles*

garantir ce genre de collaboration. Il ne s'agit pas ici de collaboration. Nous allons cesser unilatéralement de financer des programmes, alors que les États-Unis appuient de plus en plus les leurs afin d'envahir les marchés internationaux et d'appuyer leurs producteurs.

**M. Hovdebo:** Monsieur le Président, le tarif de l'Est est lié, jusqu'à un certain point, au taux pour le transport du fret à l'est de Boston. Il a été établi en 1959 pour s'assurer que les céréales utilisées par les minoteries et, dans une certaine mesure, par les éleveurs de poulets et de porcs, seraient transportées par des Canadiens plutôt que des Américains.

Le ministre dépose ce projet de loi parce que, dit-il, ce problème n'existe plus. Toutefois, la Commission des transports des provinces de l'Atlantique a laissé entendre qu'elle pourrait acheter des céréales aux États-Unis si ces derniers supprimaient les droits compensateurs sur le maïs, ou encore à l'Europe, parce qu'il coûte moins de les faire venir de là-bas.

J'aimerais que le député me dise si la situation actuelle est vraiment différente de celle qui a conduit à l'établissement de ce tarif, qui visait à inciter les provinces de l'Est à acheter des céréales à l'Ontario et à l'Ouest pour satisfaire leurs besoins.

**M. Foster:** Monsieur le Président, je désire remercier le député de Saskatoon—Humboldt. Vraiment, comme il l'a souligné, ce programme de soutien est très important pour le Canada atlantique. Le Maritime Farmers Council a laissé entendre que les coûts additionnels pour le Canada atlantique seront d'environ 21 dollars la tonne pour quelque 400 tonnes de grains des Prairies et de maïs de l'Ontario.

• (1730)

Comme je l'ai déjà dit, le ministre de l'Agriculture m'a avoué, dans une lettre qu'il m'a fait parvenir le 13 décembre, que cette mesure entraînerait une augmentation du prix du grain dans le Canada atlantique. Il a dit que le maintien de l'éleveur de Halifax faisait partie d'un ensemble plus vaste de questions liées au problème du coût des grains de provende dans le Canada atlantique.

Dans le cadre de l'examen fédéral-provincial de la politique agricole, les éleveurs de l'Atlantique auront l'occasion de présenter des idées pour améliorer la viabilité de leur industrie. Entre temps, je reconnais qu'il est essentiel de maintenir le transport par eau des grains de provende dans la région atlantique et le ministre annoncera prochainement des mesures à cette fin. Cette lettre a été écrite le 13 décembre.

J'ai écrit immédiatement au ministre d'État chargé des céréales. Il ne s'est rien passé jusqu'à maintenant. Si la ministre d'État chargée des Transports pense que ces mesures ne sont plus nécessaires, elle devrait vérifier auprès du ministre de l'Agriculture parce qu'il a dit qu'elles l'étaient et qu'un programme serait mis en place.

Il me semble que lorsque cette mesure a été annoncée dans le budget, en avril dernier, le Canada atlantique et les producteurs ont déclaré qu'ils faisaient face à une augmentation du coût du fourrage de 21 dollars la tonne. Presque un an plus tard, le gouvernement n'a pas encore dit quel soutien il donnera.

Le député de Saskatoon—Humboldt a soulevé une importante question. Si le gouvernement n'offre pas ce nouveau programme, quel qu'il soit, dans le Canada atlantique nous pourrions être obligés d'utiliser des grains américains ou d'outre-mer pour fournir du fourrage aux éleveurs du Canada atlantique plutôt que d'utiliser notre propre grain de l'Ontario et des ports de l'ouest du Canada.

Le gouvernement ne sait pas ce qu'il fait. Le premier ministre a employé la même technique quand il a négocié l'Accord de libre-échange: il s'agit essentiellement de tout donner et de prétendre ensuite qu'on a conclu un excellent accord. Si les gens ne vous croient pas, vous dépensez quelques millions de dollars pour le répéter à tout le monde.

C'est ce qui semble se passer. Nous déplaçons un programme de soutien qui rend nos industries du Canada atlantique moins compétitives et, tandis que les Américains augmentent de 900 millions de dollars le financement de leur programme de subventions aux exportations, le secrétaire à l'Agriculture dit que ce n'est qu'un début. Il investira davantage si nécessaire.

**M. Laporte:** Monsieur le Président, notre pays a besoin du développement régional. Tous les gouvernements fédéraux depuis la Confédération s'en sont occupés. Depuis quelques années, nous avons connu de réelles difficultés. En Saskatchewan, en tout cas, nous avons vu les programmes souffrir et le chômage augmenter. En fait, c'est la Saskatchewan qui compte le plus grand nombre d'indigents après Terre-Neuve.

J'aimerais demander au député ce qu'il pense des Maritimes et de la nécessité de la diversification régionale. L'industrie de la pêche est mal en point dans cette région du pays et il y a un effort à faire pour conserver à l'agriculture sa rentabilité. J'aimerais demander au député ce qu'il pense de la nécessité de maintenir la diversifi-